

CONV 210/02

WG I 9
WG IV 8

NOTE

du :	Secrétariat
aux :	Groupes de travail « Subsidiarité » et « Parlements nationaux »
Objet :	Note de synthèse de la réunion conjointe du lundi 22 juillet 2002

La réunion conjointe des groupes de travail I "Subsidiarité" et "Parlements nationaux" a été présidée conjointement par les deux présidents des groupes, M. Mendez de Vigo et Mme Stuart.

Chaque Président a fait un rapide bilan des travaux réalisés dans le groupe de travail qu'il préside. Ils ont tous les deux souligné que les Parlements nationaux ont un rôle à jouer dans le contrôle de l'application du principe de subsidiarité. Il convenait notamment d'améliorer l'information des Parlements nationaux.

Plusieurs membres de la Convention ont également rappelé que les Parlements nationaux devaient exercer ou, dans certains cas, renforcer le contrôle qu'ils exercent sur leur gouvernement national. Il s'agissait d'une voie utile et nécessaire mais qui ne permettrait pas de répondre à l'ensemble de la problématique d'un meilleur contrôle de la subsidiarité.

La discussion s'est concentrée sur les diverses possibilités permettant de renforcer le contrôle par les Parlements nationaux du principe de subsidiarité au niveau européen. De nombreux intervenants ont estimé que les Parlements nationaux devaient pouvoir faire valoir leurs vues et, éventuellement, exprimer une crainte quant au respect de la subsidiarité, le plus tôt possible au cours du processus législatif. Il convenait donc qu'ils reçoivent les informations pertinentes également dès le début de la procédure, y compris avant que la Commission ne transmette ses propositions au législateur. Plusieurs propositions ont été avancées dont celle d'une présentation, sous une forme encore à définir, du programme législatif annuel de la Commission aux Parlements nationaux.

De nombreux participants ont souhaité que les Parlements nationaux puissent intervenir au cours de la procédure législative afin notamment d'émettre un "signal" (mécanisme d'alerte) s'ils estimaient que la subsidiarité n'était pas respectée. Diverses propositions ont été avancées en ce sens. De nombreux intervenants ont cependant insisté pour qu'un tel dispositif ne conduise pas à l'instauration ou la création d'un nouvel organe ou institution. Il convenait avant tout de concevoir un mécanisme ou processus simple.

Cependant, plusieurs intervenants ont souhaité que les Parlements nationaux disposent de la possibilité de se réunir en format collectif afin de débattre de la subsidiarité. La forme précise de ce forum devait encore être débattue.

La question d'un contrôle juridictionnel ex post a également été abordée. La question du droit de saisine de la Cour de la Justice sur le motif de non-respect de la subsidiarité par les Parlements nationaux, individuellement ou collectivement, via par exemple la COSAC, a été évoquée. Certains ont également demandé que ce droit, s'il était accordé, bénéficie au Comité des régions.